

En guise d'adieu à la présidence du Parti, Raul Castro a mis en garde contre des réformes économiques mal maîtrisées. Retour sur un 8^e Congrès tenu dans une île traversant sa pire crise en trente ans

Cuba entre deux eaux

LAURA HUNTER

Politique ► Entre continuité et renouvellement, le huitième Congrès du Parti communiste cubain (PCC) s'est terminé lundi à La Havane après quatre jours de débats. Alors que l'île vit une crise économique majeure et quelques mouvements de mécontentement¹, la seule formation politique officielle de l'île s'est dotée d'un nouveau bureau réduit à quatorze membres, dont trois femmes, et cinq nouvelles incorporations. Nommé président du PCC lors du précédent congrès en 2016, l'ancien chef de l'Etat Raul Castro (2008-2018) avait déjà annoncé son intention de ne pas se représenter. C'est désormais chose faite. Soixante ans jour pour jour après la victoire cubaine à la baie des Cochons², l'actuel président de la République, Miguel Diaz-Canel, l'a remplacé sans surprise, élu par l'immense majorité des 300 membres présents. A la tête du PCC, de ses organisations de masse et de ses 700 000 militant-es, le sexagénaire dispose désormais des principaux leviers du pouvoir.

«Il y a des limites qui ne peuvent pas être dépassées» Raul Castro



A Cuba, l'empreinte socialiste demeure forte malgré l'émergence de nouvelles classes sociales. KEYSTONE

Au-delà de ce renouvellement très médiatisé internationalement, les grandes lignes du prochain quinquennat ont été tracées, notamment sur le plan économique. Si les figures de Marx, Lénine et du Che Guevara étaient absentes du décorum, comme n'ont pas manqué de le relever certains, l'héritage socialiste de la révolution a été largement revendiqué. Et d'importantes critiques ont été adressées au processus de libéralisation de l'économie qui s'est accéléré ces derniers mois, observe Frank Hernandez.

Rapport critique

Pour l'historien havanais, il est significatif qu'un certain désaveu des réformes soit venu du plus haut échelon. Le rapport central du PCC, lu par Raul Castro en ouverture du congrès, a ainsi estimé que la commission chargée d'implémenter les réformes avait «assumé des fonctions qui ont excédé le mandat remis» et «n'a pas réussi à organiser de manière adéquate la participation des différents acteurs investis dans la réalisation des orientations du précédent congrès».

Le frère de Fidel, partisan de longue date d'une dose de libéralisme dans le modèle cubain, a pointé «le manque de sensibilité politique» des cadres et des

fonctionnaires chargé-es de l'exécution pratique des réformes, «qui a provoqué l'établissement de prix excessifs et un mécontentement général face à la hausse des tarifs des services publics» (eau, électricité, gaz, cantines ouvrières).

Surtout, le discours a pris des allures testamentaires lorsque l'ancien *barbudo* (89 ans) a affirmé qu'«il y a des limites qui ne peuvent pas être dé-

passées car les conséquences seraient irréversibles et conduiraient à des erreurs stratégiques et à la destruction même du socialisme et de la souveraineté et de l'indépendance nationale». Parmi ces lignes rouges, Raul Castro a évoqué «le principe socialiste du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur», que certain-es – «par égoïsme et cupidité» – souhaiteraient voir «exploser», en «réclamant l'auto-

risation de l'importation commerciale privée».

Marino Murillo éjecté

Selon Frank Hernandez, ce rapport constitue une vive critique de l'aile «prochinoise»³ du gouvernement cubain, représentée par le ministre de l'Economie, Marino Murillo. Ce dernier n'a d'ailleurs pas été réélu au sein du comité central du PCC. Pour le plus

grand soulagement de l'historien, cette faction se retrouvera, de facto, paralysée pour ces cinq prochaines années. «Mais cela ne résout en aucun cas tous les problèmes. Ce secteur momentanément vaincu tentera de resurgir, d'autant que la bourgeoisie existe à nouveau à Cuba et que certain-es ont des intérêts économiques à l'étendre», relève-t-il.

Déjà, des tensions sont manifestes entre diverses couches de la population. Alors que les importations entrent au compte-gouttes, les entreprises gastronomiques accaparent de grandes quantités d'aliments et d'autres produits de première nécessité comme les produits d'hygiène, explique l'historien. «Il est frappant de voir que les restaurants privés ont presque toujours de la viande alors que la classe ouvrière doit faire de longues queues pour s'en procurer des quantités minimes, rationnées.» De plus, si le gouvernement a rectifié et freiné la hausse des prix, l'inflation continue, selon lui, à affecter le peuple. «Le prix du transport public a augmenté de 500%», note-t-il.

Luttes idéologiques

Le rapport central du PCC n'a pas non plus été tendre avec la presse officielle, lui reprochant «des manifestations de triomphalisme, de stridence et de superficialité dans la manière d'aborder la réalité du pays». C'est que face au développement de l'internet mobile, qui connaît depuis 2018 un essor fulgurant (4,4 millions de Cubain-es y ont un accès, soit plus du tiers de la population), l'information échappe toujours plus au monopole étatique. Dans cette redéfinition de la place publique, les médias cubains sont mis au défi. Le Congrès a d'ailleurs adopté une résolution pour renforcer «l'activisme révolutionnaire sur les réseaux sociaux» mais aussi la sécurité informatique. La lutte contre la «subversion idéologique» constituait un autre point à l'ordre du jour, l'opposition politique ayant redoublé de vigueur ces derniers mois.

Des membres de l'opposition ont d'ailleurs dénoncé sur les réseaux sociaux avoir été empêché-es de communiquer ou de sortir durant le Congrès. Cet aspect inquiète grandement Frank Hernandez, du fait de son impact «sur la légitimité politique du projet socialiste». Il avertit que «la propagande anticommuniste trouve ainsi des faits pour reproduire un discours où tout ce qui est relatif au marxisme implique une censure. Ce qui est faux!»¹

¹ Nos articles des 12 février et 12 mars 2021.

² Entre le 17 et le 19 avril 1961, l'armée cubaine a repoussé une attaque d'exilés et de mercenaires formés par la CIA et soutenue par le gouvernement des Etats-Unis.

³ Partisan-nes de réformes économiques sur le modèle de la Chine.

LA CIA PRÉVOYAIT D'ASSASSINER RAUL CASTRO

Au moment où Raul Castro quitte la vie politique cubaine du haut de ses 89 ans, des documents déclassifiés révèlent que la CIA avait prévu de l'assassiner en juillet 1960. Il s'agit désormais de la plus ancienne tentative connue d'éliminer un leader de la révolution cubaine.

Selon ces documents publiés le 16 avril par l'institut de recherche étatsunien National Security Archive, le pilote chargé de ramener Raul Castro, alors grand ordonnateur de la nouvelle armée cubaine, de Prague à La Havane, un an après le triomphe révolutionnaire, avait été recruté «pour arranger un accident» contre la somme de 10 000 dollars. L'homme, du nom de José Raul Martinez, aurait également demandé en échange que les Etats-Unis prennent en charge les études universitaires de ses deux fils s'il venait à mourir lors de l'opération, ce qui lui avait été accordé.

Mais tandis que Martinez avait quitté le sol tchécoslovaque, le bureau de la CIA à La Havane avait reçu l'ordre d'annuler la mission, sans pouvoir entrer en contact avec le pilote. A son retour, ce dernier avait alors indiqué n'avoir «pas eu l'occasion d'arranger un accident comme discuté».

Un analyste du National Security Archive a déclaré que «ces documents nous rappellent un chapitre sombre et sinistre des opérations américaines contre la révolution cubaine. Au moment où l'ère Castro touche officiellement à sa fin, les politiciens américains ont l'occasion de laisser ce passif derrière eux et de participer à l'avenir post-Castro de Cuba.»

Rappelons que Fidel Castro, décédé de mort naturelle en 2016, avait lui-même survécu à 638 tentatives d'assassinat, selon le Livre des records.

LHR/AFP

Crise: les ONG entravées mais pas coulées

Genève ► Les ONG internationales du bout du lac ont vu leur impact réduit en raison des réunions en ligne dictées par la pandémie. Elles ont aussi été affectées financièrement, mais ont dû recourir à un nombre modéré de licenciements. Plusieurs prévoient de délocaliser une partie de leur personnel.

L'ensemble de ces acteurs «n'a pas encore été confronté à une baisse massive de ses reve-

nus», explique le centre en charge de l'accueil de la Genève internationale. Sur les 108 ONG qui ont répondu à son sondage dévoilé jeudi, parmi 470 interrogées en mars, elles sont 37% à avoir fait face à des coupes. A l'inverse, un quart des ONG ont augmenté leurs revenus.

Près de la moitié des ONG ont été contraintes de suspendre des programmes et un tiers ont dû le faire à la fois à

Genève et à l'étranger. Près de 70% ont adapté leur dispositif en raison des restrictions et 45% ont lancé des programmes face au coronavirus.

Côté personnel, moins de 20% des ONG ont dû réduire leur dispositif. Plus de deux tiers prévoient de le maintenir cette année. Un peu plus de 10% s'attendent à des coupes et 20% anticipent au contraire une augmentation à Genève.

Cet effet financier modéré de la crise s'explique par les mécanismes de financement de ces ONG, dont 70% vivent de fonds publics. Pour environ 60% d'entre elles, le soutien des autorités face à la pandémie pourrait ne pas durer à plus long terme. Beaucoup se disent inquiètes d'un décalage des effets et d'une réduction de la portée de la Genève internationale, en raison d'une diminution des

acteurs et des discussions précieuses.

La moitié des ONG s'attendent toutefois à maintenir leurs revenus cette année. Mais plusieurs organisations prévoient de délocaliser une partie ou l'ensemble de leur personnel vers des zones moins coûteuses.

Plus grave, plus de deux tiers des ONG affirment que leur impact a été réduit en raison du format en ligne des réu-

nions, notamment celles actives sur la santé, et que le lien avec l'ONU s'est altéré, comme l'année dernière déjà. La majorité d'entre elles appelle à une reprise dès que possibles des rencontres en présentiel. Même si 90% ont réussi à organiser en ligne les discussions qu'elles avaient prévues en salle et que la plupart ont accéléré leur transition numérique.

ATS